

CHINE

L'ENVERS ET L'ENDROIT

Éric de La Maisonneuve



CHINE

L'envers et l'endroit

ÉRIC de LA MAISONNEUVE

CHINE
L'envers et l'endroit

 éditions du
ROCHER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de 2012, pour la première fois depuis deux siècles, réunitelle à nouveau les trois critères à partir desquels peut se bâtir une puissance et, en l'occurrence, une superpuissance.

Mais la Chine, la plus ancienne de nos civilisations et pionnière des États-nations, ne peut être réduite à ces trois critères, aussi fondamentaux soient-ils. D'autres, tout aussi essentiels pour apprécier la puissance, permettent de mieux apprécier en quoi ce pays est profondément original et ne peut être évalué à la seule lumière de nos propres conceptions. La Chine d'aujourd'hui ne peut s'analyser qu'en étudiant son histoire mouvementée et cyclique ; elle ne peut se laisser approcher et comprendre qu'à travers une culture complexe et sans rapport avec celle de l'Occident ; enfin elle se révèle tout entière dans sa relation avec le reste du monde, ce formidable malentendu que nous parvenons à peine à dissiper.

Pour toutes ces raisons, et quelques autres, la Chine n'est pas – et ne sera pas avant longtemps – une puissance ordinaire, au sens que nous donnons à ce concept, celui de l'alliance d'une volonté avec des capacités à dominer le monde environnant. Si elle a en effet – ou aura bientôt – tous les attributs d'une superpuissance, on peut douter par contre qu'elle en ait avant longtemps la volonté, de nombreuses forces centripètes la ramenant toujours à ses problèmes intérieurs qui sont sa préoccupation principale, sinon unique. Pourquoi d'ailleurs aspirerait-elle à diriger le monde, puisque dans la conception des Chinois, la Chine demeure, malgré les aléas, ce « pays du milieu » – *Zhongguo* en chinois – qui est à leurs yeux depuis toujours le « centre du monde » ?

**... mais une puissance aux caractéristiques
« chinoises »**

Pour comprendre ces phénomènes, il faut se poser la question de la réalité et de la solidité des caractéristiques de la puissance chinoise. A-t-elle vraiment et durablement les moyens de la puissance ? Ceux-ci lui garantissent-ils d'accéder au premier rang mondial, voire à l'hégémonie que certains lui prédisent ?

Le premier paramètre à prendre en compte, ce que nous faisons rarement, est celui de la démographie. Cette question du « grand nombre », à laquelle sont confrontés les Chinois depuis les débuts de leur histoire, est inséparable de leur géographie. Et il commande leur sécurité, donc leur stratégie.

Le peuple chinois s'est installé et s'est développé à partir de deux bassins, ceux du Fleuve Jaune (*Huang He*) et du Fleuve Bleu, le fameux *Yangzi Jiang*. Ce sont toujours les zones de peuplement les plus denses où, avec la bande côtière, vivent encore la plupart des Chinois, qui représentent 20% de l'humanité. Le reste du pays, sans être totalement inhospitalier, est plus rude et peu fertile : la Chine dispose seulement, sur un si vaste territoire, de 8% des terres arables mondiales.

La question de la sécurité de ce pays « utile » et surpeuplé est donc une hantise pour les dirigeants qui n'ont cessé depuis toujours de repousser les frontières et de constituer des glacis protecteurs aux alentours des bassins de peuplement. L'idée fondamentale de « milieu » ou de « centre » a, en chinois, un sens éloigné de celui que nous lui donnons : celui du « pays central », indispensable aux Chinois, dont c'est la référence unique. En fait, on se rapproche plus de la notion d'insularité que de celle de centralité par rapport à un monde considéré encore aujourd'hui comme un univers étranger (ou barbare). La Chine est une « île » dont il convient de sécuriser les abords terrestres et maritimes. La Grande Muraille et la volonté de se protéger des steppes mongoles et de l'Asie centrale procèdent de

ce souci, même si cette étonnante construction a été contournée et s'est révélée inefficace ; le Tibet, le Xinjiang, la Mongolie intérieure assurent à l'ouest et au nord la profondeur stratégique du pays sur la plus grande partie des 22 000 kilomètres de frontières. Côté oriental, les humiliations subies aux XIX^e et XX^e siècles sont surtout venues de la mer, les invasions maritimes des Européens et des Japonais ayant été rendues possibles par le manque d'avant-postes stratégiques et l'insuffisance de la flotte militaire. Du côté terrestre comme du côté maritime, nous en sommes toujours là au XXI^e siècle : la Chine, même si le sous-continent est géographiquement « isolé » du monde par des montagnes impénétrables d'un côté, par un océan vide d'un autre, et par d'immenses steppes d'un troisième, reste obsédée par sa sécurité et toutes les mesures qu'elle prend ou les postures qu'elle adopte sont guidées par ce seul souci. Et ce, d'autant plus que l'histoire leur a appris qu'insularité ne signifiait pas sécurité. Cet isolement, sur lequel nous reviendrons, est la cause principale de l'originalité chinoise et de l'immobilisme traditionnel de l'Empire du Milieu.

Depuis la fin du second conflit mondial et surtout depuis la « libération » du pays par les armées communistes de Mao Zedong, le gouvernement chinois a un triple objectif dont dépend toute sa politique : assurer la sécurité du pays, maintenir l'unité du peuple, affirmer la souveraineté de la nation. La stratégie économique actuelle doit être interprétée en fonction de ces impératifs politiques.

L'encerclement américain

On comprend mieux dans ces conditions l'hyper-sensibilité des Chinois – gouvernement, Parti et peuple mêlés – à tout ce

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Dès les années 50, dans le jeu complexe des antagonismes de la guerre froide et pour contrer l'alliance soviéto-indienne, la Chine s'était engagée auprès du Pakistan, autre acteur influent du Tiers-Monde. À partir de 1965, une coopération militaire étroite a été conclue, comportant des ventes et des coproductions d'armements aéronautiques (avions JF-17 et frégates) et surtout des transferts de technologies nucléaires, prolifération qui est à l'origine de l'armement nucléaire pakistanais. Avec la fin de la guerre froide, la déclaration de guerre au terrorisme et le conflit afghan qui modifiaient radicalement l'ordre des menaces, Pékin a réorienté sa politique de coopération militaire. Après avoir réglé ses litiges frontaliers avec la Russie, mis en veilleuse son contentieux avec l'Inde, les préoccupations stratégiques de la Chine se sont focalisées sur les trois « fléaux » que sont à ses yeux le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme. Pour combattre ce dernier, le traité de paix signé avec le Pakistan en 2005 vise, à travers un « partenariat stratégique » à renforcer la coopération militaire mais aussi à obtenir d'Islamabad qu'elle contrôle la population ouïgoure vivant au Pakistan et les réseaux qu'elle pourrait entretenir avec les habitants voisins du Xinjiang. En y développant aussi une forte coopération économique, la Chine tente d'apparaître moins menaçante dans la région, en particulier à l'égard de l'Inde.

Les relations sino-indiennes suivent une voie parallèle. En avril 2005, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a signé à New Delhi un traité d'amitié comprenant également un partenariat stratégique avec l'Inde. La Chine tente ainsi d'équilibrer le rapprochement avec Washington et de minimiser le contentieux frontalier qui perdure avec New Delhi⁶. Avec ses deux grands voisins du Sud, la Chine joue surtout la carte

économique pour créer des liens plus civils que militaires et se donner une image apaisante.

Renforcer la chaîne des tigres asiatiques

A l'est, la situation est paradoxale : la Chine y trouve ses « meilleurs ennemis », membres en outre du camp américain, comme son « pire ami » qu'est la Corée du Nord, dernier avatar du camp communiste.

Sur leur seule frontière terrestre orientale et sur une longueur de 1 416 kilomètres montagneux et inhospitaliers, la Chine est voisine et coupée de la Corée du Nord, elle-même séparée de sa sœur sudiste par le 38^e parallèle. Sa position à l'égard des deux Corées est très ambiguë : elle soutient officiellement – et économiquement – la dictature dynastique de la famille Kim, alors que la Corée du Sud est un de ses principaux clients et investisseurs. Dans le bras de fer qui oppose les États-Unis et les Nord-Coréens au sujet de la prolifération nucléaire, la Chine se proclame médiatrice (dans les pour parlers à Six⁷) mais n'a pas réussi – ou pas voulu – jusqu'à présent à débloquer la situation. On peut, à juste titre, se poser des questions sur l'attitude chinoise à l'égard de son voisin coréen : complicité avec le parti frère ou embarras devant le proliférateur nucléaire ? Selon des informations recueillies auprès d'experts du ministère des Affaires étrangères chinois en juillet 2011, la stratégie sino-coréenne aurait été arrêtée au plus haut niveau cette année, sans doute au cours d'un des voyages en Chine du « cher leader » Kim Jong-il. À l'abri du bouclier nucléaire qui interdirait désormais toute menace d'invasion venant de la Corée du Sud et éloignerait ainsi la perspective de la réunification de la péninsule coréenne au profit du Sud, la

Corée du Nord, avec l'appui massif de la Chine, serait décidée à devenir le « nouveau tigre » d'Asie. Bénéficiant des mêmes atouts que la Chine des années 1980, s'agissant de la main-d'œuvre et des investissements étrangers, il lui suffirait de décréter sa propre politique de réforme et d'ouverture, ce qu'elle s'apprêterait à faire dans les prochains mois. Les perspectives économiques seraient, paraît-il, alléchantes ; elles permettraient d'envisager d'ici à quelques décennies une réunification de la péninsule, mais cette fois au profit du Nord ou, au moins, sur des bases équitables. Mais peut-être ne s'agit-il que d'un fantasme chinois, car on voit mal un régime aussi archaïque et stalinien se lancer dans une politique d'ouverture qui serait suicidaire. La disparition brutale du leader nord-coréen en décembre 2011 et son remplacement rapide au pouvoir par son fils Kim Jong-un ouvre une période d'incertitude qui peut tout aussi bien remettre en cause ces beaux projets qu'en accélérer la réalisation. Pour l'instant, le jeune (28 à 30 ans) leader nord-coréen apparaît plutôt comme l'otage d'une clique de vieux militaires rétrogrades. Mais la survie du pays est en cause. Les premières mesures du nouveau pouvoir vont dans les deux sens, fermant hermétiquement d'une part sa frontière avec la Chine pour empêcher les « évasions » de ses ressortissants, ouvrant secrètement d'autre part des contacts avec ses voisins japonais. Sans être décisif, le rôle de la Chine sera nécessairement important pour l'avenir de ce pays exsangue et archaïque, ne serait-ce que par sa proximité géographique, son poids économique et son cousinage idéologique.

Le Japon est la « bête noire » de la Chine. C'est du moins l'opinion qu'on peut se faire, en regardant la chaîne militaire de la télévision d'État chinoise CCTV qui diffuse quotidiennement des films à la gloire de l'APL pendant la guerre effectivement atroce qu'a menée l'armée japonaise en Chine de 1931 à 1945,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nationalisme. Mais, mal préparée, en tout cas peu anticipée dans ses effets déstabilisateurs de part et d'autre, cette émergence brutale et massive commença d'entraîner des tensions avec les voisins et des malentendus avec les partenaires.

Lorsque les choses se compliquèrent, c'est-à-dire lorsque les principes idéologiques et les intérêts chinois, devenus mondiaux et considérables, se heurtèrent à ceux des puissances en place, la diplomatie chinoise révéla ses ambiguïtés, entre un activisme politique de puissance et la doctrine d'émergence pacifique. Après des brouilles récurrentes avec le Japon sur son absence de repentir pour les exactions commises par l'armée nippone pendant la guerre d'invasion, avec les États-Unis sur leur soutien militaire à Taiwan comme sur leurs récriminations à l'égard de la sous-évaluation du *renminbi*⁵, on eut une démonstration de ces ambiguïtés en 2008 et 2009. L'année 2008 aurait dû être, avec les Jeux Olympiques de Pékin, l'année de l'apogée et celle de la « normalisation » de la Chine au premier rang des nations. Certes, les Jeux furent une réussite technique totale, un spectacle éblouissant et l'affirmation d'une nation parvenue au premier rang du sport. Mais, par ailleurs, ce fut l'année de toutes les difficultés où l'on vit la Chine devenir arrogante, brutale, parfois insultante. L'Union européenne (sous présidence française) en fit les frais et le sommet sino-européen du 1^{er} décembre 2008, prévu à Lyon, fut annulé par la partie chinoise sous prétexte de prises de position inadmissibles sur la situation au Tibet et, plus précisément, en raison de l'annonce par le Président Sarkozy de sa rencontre avec le dalaï-lama à Gdansk à l'occasion d'une visite en Pologne. La France, partenaire privilégié depuis toujours mais surtout depuis 1964, date à laquelle le Général de Gaulle avait reconnu la République populaire de Chine, était soudain diabolisée au même titre que

le voisin japonais détesté ou que l'ennemi américain, sans doute sous l'effet de la déception, à moins qu'il s'agît de vérifier l'état d'inexistence stratégique de l'Union européenne.

La tension avait commencé en mars 2008 lorsque l'armée et la police chinoises réprimèrent des heurts sanglants survenus entre les communautés « Han » et tibétaine à Lhassa, capitale du Tibet. Profitant, courant avril, du passage de la flamme olympique en Europe, notamment à Londres et à Paris, des mouvements de protestation pro-tibétains s'élevèrent le long du parcours, rendant celui-ci impraticable. La propagande chinoise se saisit des images de ces incidents qui firent le tour du monde et passèrent en boucle sur tous les médias chinois pour dénoncer la duplicité occidentale. Au mois de juin suivant, plusieurs personnalités politiques européennes déclinèrent l'invitation à se rendre aux cérémonies d'ouverture des Jeux à Pékin le 8 août 2008. Les dirigeants chinois et, pour dire vrai, une grande partie de la population, furent offusqués de ce qu'ils considéraient comme une insulte à leur pays. La rencontre avec le dalaïlama, considéré par le régime chinois comme un « séparatiste », fit déborder leur vase d'amertume et entraîna leur décision d'annuler le sommet sino-européen. Les mois qui suivirent furent vraiment difficiles pour les relations, habituellement amicales et privilégiées, entre la France et la Chine. Il fallut toute la patience et la sinophilie de notre ambassadeur à Pékin pour conserver son sang-froid devant des attaques incessantes *ad hominem* à l'encontre du président français. Il fallut également envoyer des émissaires auprès des plus hautes autorités chinoises pour les rassurer sur nos intentions. Finalement, le Président Sarkozy fit le voyage de Pékin pour s'expliquer avec le Président Hu Jintao.

Un tournant avait été pris dans les relations entre la Chine et l'Occident. On le constata lors du Sommet de Copenhague sur

le climat en décembre 2009 où les propositions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, présentées par la commission *ad hoc* de l'ONU, furent rejetées par les pays émergents, au premier rang desquels la Chine. À cette occasion, de nombreux observateurs notèrent l'inflexibilité des Chinois et leur approche agressive des questions touchant leurs intérêts. Cette inaptitude ou ce refus du débat fut taxée d'arrogance et ne fit rien pour atténuer la méfiance, voire l'inquiétude, montantes à l'égard de la Chine et du comportement de ses diplomates. D'autant que la crise financière, déclenchée en septembre 2008 par la dénonciation des *subprimes* et la chute de la banque Lehmann Brothers, avait atteint l'économie mondiale et obligé la Chine à prendre des mesures d'urgence pour maintenir sa croissance à un niveau acceptable pour ses équilibres intérieurs. Parvenue au cœur de la mondialisation et devenue omniprésente par son niveau de puissance, la Chine se trouvait au premier rang de la scène internationale, mêlée de près à sa gouvernance incertaine sans s'être donné les moyens d'y participer utilement et sans avoir intégré les diverses hypothèses d'évolution que supposait une situation très volatile.

La crise financière comme les « révolutions de jasmin » dans les pays arabes ont pris à contre-pied une diplomatie encore largement dogmatique et conservatrice. Les principes qui sont le socle de la politique étrangère chinoise, comme ceux de non-ingérence ou de non-intervention, ne sont manifestement pas en phase avec les mouvements du monde pas plus qu'avec les nouveaux intérêts de puissance de la Chine. Prise en flagrant délit d'incohérence entre l'affirmation d'une « Chine forte » et la promotion d'un « monde harmonieux », la diplomatie chinoise souffle alternativement le chaud et le froid. Du coup, elle se trouve souvent absente ou muette lors d'événements qui bouleversent la carte géopolitique du monde, que la Chine avait

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

financer la sécurité du pays, en assurant la protection de la *Route de la soie* et l'entretien de la Grande Muraille ; le repli sur l'intérieur surtout et sur les valeurs ancestrales du confucianisme et de la paysannerie chinoise. La Marine chinoise disparut des océans où elle laissa aux Caravelles portugaises et espagnoles le soin de découvrir le monde.

Cette histoire est exemplaire de ce dont la Chine est capable, dans un sens comme dans l'autre, au gré des circonstances et de la perception de ses intérêts. Pour l'instant, nous sommes dans le temps de la montée en puissance et des évolutions simultanées des instruments de souveraineté que sont les forces armées et la diplomatie. Il semble bien, à l'encontre de la pensée dominante occidentale, que les évolutions en cours de ces divers instruments aient pour objectif, outre celui d'assurer la sécurité de la Chine au sens large, dans la stricte conception qu'elle s'en fait au niveau régional, d'intégrer la Chine au rang des puissances et de lui permettre de jouer son rôle, certes spécifique d'Empire du Milieu, dans la vie internationale et dans la gouvernance mondiale. Tout l'enjeu, et c'est celui de la stratégie chinoise, sera de se faire accepter dans le concert des nations, sans trop irriter ni effaroucher, mais en se faisant toutefois respecter au rang qui est le sien de grande puissance mondiale, mais de « puissance pacifique ». Ce qui pour les Occidentaux est une contradiction intenable car la puissance agit nécessairement en montrant ou en utilisant la force, et qui pour les Chinois va de soi puisque la puissance est un fait et n'a besoin ni de preuves ni d'action pour s'imposer à tous.

1. Le *Groupe de Shanghai* (4 + 1) comprend la Russie et trois républiques centrasiatiques (Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan) et la Chine.

2. Cette lutte contre les « trois fléaux » sera officialisée dès le 14 juin 2001 lors de la *Convention de Shanghai*.
3. Sur la formation de l'OCS, voir Thierry Kellner, *op. cit.*, p 241.
4. Brice Pedroletti in *Le Monde – Bilan stratégique 2011*, p. 134.
5. Le *renminbi*, ou monnaie du peuple, est couramment appelé yuan, ce qui signifie argent en chinois. C'est l'appellation que nous retiendrons désormais.
6. Voir l'article d'Arnaud de La Grange sur « La Chine et la rupture diplomatique libyenne », *Le Figaro*, octobre 2011.
7. Voir à ce sujet le livre de Roger Faligot : *Les services secrets chinois*, Éditions du Nouveau Monde, 2008.
8. Entretien avec l'Amiral Yang Yi, ancien directeur de l'Institut d'Études Stratégiques, juillet 2011, à Pékin.
9. Jean-Vincent Brisset, *op. cit.*
10. *Le Monde – Bilan stratégique 2011*.
11. In *ChinePlus* N° 11 – juin septembre 2009, pp. 54-55.
12. Id.

CHAPITRE 3

LA STRATÉGIE CHINOISE

La Chine est, depuis la nuit des temps – qu'on peut fixer à la dynastie des Zhou au X^e siècle avant notre ère –, un pays « stratégique ». Par opposition aux pays « politiques » qui sont mus par des idéaux, la Chine a toujours privilégié deux objectifs pratiques : d'une part, la réalisation de son unité nationale, ethnique et culturelle, et la constitution d'un État central garant de la sécurité de cette entité ; d'autre part, le fameux « mandat du Ciel » qui contraint les dirigeants, sous peine d'être rejetés, à satisfaire les besoins primaires du peuple, à savoir le « *yi shi zhu xing* » (se vêtir, manger, se loger, se déplacer). Elle a imaginé d'atteindre ce souhaitable – la prospérité – par le possible – la paix extérieure et l'organisation sociale.

Le premier objectif fut atteint il y a plus de deux mille ans par le « Premier Empereur », Qin Shi Huangdi, celui dont la dynastie a donné son nom « occidental » – Chine – à l'Empire du Milieu, le constructeur de la Grande Muraille. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle et l'intervention des puissances européennes, cette unité ne fut jamais réellement menacée, les ciments ethniques et culturels étant suffisamment puissants pour agréger les envahisseurs successifs, notamment les Mongols et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

puissance. Par tradition et par nécessité, la Chine ne peut qu'exercer sa puissance « autrement » et « à sa manière » : autrement que la façon brutale, conquérante, arrogante dont ils qualifient la pratique des puissances occidentales. Pour les Américains, le *soft power* n'est que le complément du *hard power*, il en est l'autre face. Pour les Chinois, le « *rian shi li* », équivalent et traduction littérale du *soft power* est une stratégie en soi ; celle-ci correspond d'ailleurs parfaitement à la morale confucéenne, qui reste profondément inscrite dans les mentalités : l'usage de la force morale est supérieur et bien plus efficace que celui de la force physique. Il n'a pas d'envers, même s'il se présente sous plusieurs aspects : celui de la tache d'huile (en chinois « *zouchuqu* », c'est-à-dire « sortir des frontières ») qui s'applique parfaitement à l'économie ; celui de la séduction à travers l'influence culturelle ; celui de l'intrusion dans le cœur des systèmes, numérique et technologique, des partenaires et des concurrents pour tenter d'en percer les desseins et les neutraliser. On imagine bien qu'en phase de montée en puissance, donc de rattrapage, de renaissance et d'insertion mondiale, la stratégie aussi « pacifique » soit-elle ne peut pas être systématiquement « douce ». Le « *rian shi li* » est dans la réalité très éloigné de l'idée que nous nous faisons du *soft power*.

La *stratégie de la pieuvre*, où la Chine étend ses tentacules sur le monde, est la plus visible, aussi la plus dénoncée, car elle perturbe le jeu habituel et frontal des forces économiques : la stratégie chinoise a pour fonction première d'accompagner, de faciliter et d'amplifier le développement économique. Cet exercice est vital pour la Chine et le restera durablement pour alimenter en matières premières une machine industrielle surdimensionnée et boulimique, pour offrir des débouchés à ce qui est l'usine du monde. Cette stratégie a pour but d'ancrer

l'économie chinoise dans le tissu mondial en créant des liens d'interdépendance. Elle s'appuie naturellement sur le réseau diplomatique en croissance continue, mais plus encore sur celui des entreprises chinoises qui s'implantent à l'étranger ou y rachètent des rivales ; elle compte aussi sur une diaspora considérable, sans doute plus de 60 millions de Chinois de l'extérieur, toujours reliés à leurs familles et à la terre natale, et donc susceptibles d'apporter, d'une façon ou d'une autre, leur concours à la mère-patrie. Elle a pour slogan le « *win-win* », porte-drapeau de ce que doit être un « monde harmonieux » dans lequel les intérêts de toutes les parties sont respectés. Elle se vérifie sur le plan financier où la Chine, par les réserves de devises accumulées en trente ans par le seul État – 3 200 milliards de dollars en octobre 2011 – est devenue le banquier d'un monde développé endetté, notamment aux États-Unis, en Europe et au Japon. On la retrouve dans les investissements extérieurs – 371 milliards de dollars en 2011 – de toutes sortes, qu'il s'agisse de location de terres agricoles, de rachat ou de prises de participation dans des entreprises de haut niveau technologique (Lenovo pour les ordinateurs, Volvo pour les automobiles, etc.) ou des ports comme Le Pirée en Grèce, de contrats de fourniture de pétrole ou de minerais, etc. L'énumération des activités conduites par la Chine dans ce domaine serait fastidieuse car elle recouvre la totalité des secteurs d'activité.

Cette incrustation est à la fois cause et partie de la transformation du monde : les Chinois qui étaient totalement absents du monde économique au siècle dernier y sont aujourd'hui omniprésents. Et ce phénomène de tache d'huile ne fera que s'élargir dans les prochaines années, car on ne voit pas ce qui pourrait le freiner, encore moins l'arrêter. Il profitera des circonstances, s'insinuant selon les événements et pas

nécessairement là où il est attendu. D'une certaine façon, la crise de l'euro et, plus généralement, la crise de la dette souveraine des pays développés, ouvre de nouvelles perspectives à l'extension de la puissance chinoise. Nul doute que les dirigeants de Pékin sauront en saisir l'occasion mais dans leur intérêt, c'est-à-dire pas à n'importe quel prix et pas forcément dans le sens souhaité par les Occidentaux.

Malgré la discrétion et la modestie affichées pour ne pas apparaître comme de nouveau « impérialistes » – les affaires sont les affaires –, la méthode employée par les Chinois n'est pas toujours de la plus grande finesse, notamment en Afrique où les autochtones commencent à trouver l'insistance chinoise un peu pesante. Mais il faut dire, pour leur défense, que les Chinois apportent avec eux de la croissance et du développement car ils signent d'énormes contrats en espèces sonnantes et sans contrepartie politique. Cette stratégie, qui peut paraître provocatrice et insupportable du point de vue des pays développés, est payante pour de nombreux pays clients de la Chine qui lui sont redevables de leur croissance, parfois de leur récente émergence.

***Xinhua* et le levier de l'influence culturelle**

Un autre versant de la stratégie chinoise est celui de la *séduction*. Conscients que leur stratégie économique n'est pas nécessairement douce et aimable, mais fiers de leur réussite et de la richesse de leur civilisation, les dirigeants de Pékin voudraient concurrencer les États-Unis sur le terrain de la culture. Ils ont longuement analysé ce qui a fait la force de l'Amérique des années 1950, le modèle de l'« *American way of life* », le cinéma de Hollywood, « la voix de l'Amérique » et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Partie II

Une émergence problématique

Ayant réussi à assurer les bases d'un concept adapté de sécurité dans un contexte nouveau pour elle d'ouverture au monde, la Chine a entrepris de rattraper son retard économique et de se lancer sur la voie du développement.

Le choix du « modèle vénitien », inspiré de celui qu'avaient adopté avant elle les quatre « tigres » asiatiques au milieu du XX^e siècle, fondé sur le couple investissements-exportations, a obtenu des résultats exceptionnels. Il a fait passer la Chine d'environ 1% de la richesse produite dans le monde à 10% de celle-ci, et ce en une trentaine d'années, encore moins si on date son décollage économique de 1992. En effet, l'annonce de la « politique de réforme et d'ouverture » par Deng Xiaoping en 1978 avait suscité de fortes réticences chez les caciques du Parti qui y voyaient, à juste titre, une remise en cause du *credo* de la doctrine communiste en matière de développement économique et social. Il a fallu plus de dix ans pour prouver l'efficacité du modèle et faire accéder une génération plus réformatrice au pouvoir.

En dépit d'une croissance soutenue et d'un enrichissement considérable, le développement chinois n'a pu profiter jusqu'à présent qu'à une partie de la population, cette nouvelle « couche moyenne » et urbaine qui comprend environ 300 millions de

personnes. Celle-ci a vu son niveau de vie rattraper celui des classes moyennes occidentales, alors que la majorité des Chinois, certes sortis de la misère, ne disposent encore que de revenus médiocres qui leur interdisent d'accéder aux standards de vie modernes. La Chine est un pays riche dont la plupart des habitants sont pauvres ; c'est ce que démontre la disparité entre le PIB national, parvenu en 2010 au second rang mondial, et celui par habitant qui frôle encore le seuil du sous-développement.

En matière de développement, l'essentiel reste donc à faire pour faire bénéficier l'ensemble de la population de l'« aisance modérée » qui est désormais le but affiché des dirigeants de Pékin. Mais il est douteux que cette seconde phase, qui devrait occuper les vingt prochaines années, puisse se dérouler dans les mêmes conditions que la première. En effet, le développement, parvenu à un certain seuil, provoque plus de problèmes qu'il n'apporte de solutions. Sur plusieurs fronts, la situation s'est tendue, elle est même parfois devenue dangereuse.

À l'intérieur du pays, où les inégalités sociales sont choquantes et largement plus profondes que ce qu'indiquent les statistiques officielles ; où les dégâts à l'environnement et la pollution ont atteint un point inquiétant pour la santé publique et pour l'avenir du territoire ; où les surcapacités industrielles et les bulles immobilières font craindre des explosions intempestives.

À l'extérieur, où la boulimie de matières premières et l'agressivité commerciale commencent à provoquer la méfiance des partenaires. L'accession très rapide de la Chine à un statut de grande puissance dans un monde touché par une crise d'une rare gravité n'a fait qu'accentuer les déséquilibres qu'une trop faible gouvernance peine à rétablir.

En réalité, l'émergence de la Chine devrait être

annonciatrice de nouvelles formes de développement, plus solidaires et moins destructrices de l'environnement. Le défi n'est pas mince pour les dirigeants chinois qui disposent d'un temps limité pour élaborer et mettre en œuvre un nouveau modèle qui, d'un côté, satisfasse les exigences de la population et rassure les inquiétudes de l'étranger, d'un autre, permette d'accéder à la modernité sans sacrifier l'authenticité chinoise.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Grandes réussites et grands dangers

Tout ce qu'entreprend la Chine est forcément grevé par son effet de masse. Tout devient alors vite excessif. Ainsi les réussites les plus éclatantes recèlent-elles de lourds dangers potentiels ; l'équilibre est alors difficile à trouver, le freinage avec un tel élan pratiquement inefficace. Le revers de la médaille se révèle brutalement après ces quelques décennies d'euphorie.

Au premier rang des secteurs vitaux se situe celui de l'énergie. La production d'énergie est en effet décisive pour faire tourner les usines qui en consomment les deux tiers et pour alimenter la population dont la part est croissante, en raison des augmentations de la circulation automobile et du niveau de vie. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), la Chine est devenue en 2009 le premier consommateur mondial d'énergie avec 2 252 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (TEP), soit 4% de plus que les Américains qui détenaient la première place depuis plus d'un siècle. En moins de dix ans, la Chine a doublé sa consommation d'énergie et accru sensiblement ses importations de matières premières fossiles, charbon, pétrole et gaz. Pour le pétrole, dont elle consomme 10% de la production mondiale (87,4 millions de barils/jour), elle est dépendante à 50% des importations de Russie, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine, au point qu'elle absorbe toutes les augmentations de production de l'OPEP. Il en va de même pour le charbon, dont elle dispose pourtant en abondance (réserves de 1 500 milliards de tonnes), mais que, pour des raisons de prudence, elle importe désormais massivement (110 millions de tonnes par an). Ces chiffres en progression constante suivent les courbes de la croissance, aux 3 ou 4% près qui correspondent aux progrès d'intensité énergétique et au passage très lent et

progressif du « tout thermique » à un « mix » plus ouvert aux énergies renouvelables et non polluantes. Pour le moment et pour plusieurs années encore, si ce n'est des décennies, le charbon fournira à la Chine plus de 70% de ses besoins en énergie, nécessitant la mise en service d'une nouvelle centrale thermique de 1 000 mégawatts chaque semaine. Il faudra disposer de 60 000 mégawatts supplémentaires chaque année jusqu'en 2030 afin d'avoir une puissance installée capable de satisfaire les besoins de la Chine du futur, évalués à 3 426 millions de tonnes/équivalent pétrole (TEP).

Ce « tout thermique » est très pénalisant pour la Chine comme pour le monde. Comme nous venons de le voir, il est dépendant des importations et pose en termes cruciaux le problème de la sécurité des approvisionnements et des relations avec le monde extérieur. Il pèse ensuite en permanence sur les prix des matières premières, hissant le baril de pétrole au-dessus des 100, voire 120 dollars. Enfin, il est la source principale de la pollution de l'air qui asphyxie littéralement la plupart des villes chinoises : elles sont cinq parmi les dix villes les plus polluées du monde. Ce sont des raisons suffisantes pour que les dirigeants chinois poussent au développement des énergies renouvelables dont le potentiel est très important en Chine, qu'il s'agisse des ressources hydrauliques depuis le château d'eau tibétain, de l'éolien dans de nombreuses régions et sur les côtes, du solaire dans le grand Ouest. S'agissant de l'énergie éolienne, la Chine se positionne déjà en leader mondial. Il en va de même avec le solaire où, non contents de dominer le marché mondial du photovoltaïque, les Chinois ont prévu de passer de 1 à 20 gigawatts d'ici à 2020 pour leurs installations solaires. Après l'accident de Fukushima consécutif au tsunami de février 2011, le programme nucléaire chinois a subi un coup d'arrêt. Mais il paraît évident que la Chine ne pourra se passer de l'énergie

nucléaire. Aujourd'hui marginal avec moins de 2% de la production d'énergie, le parc électronucléaire doit doubler d'ici à 2020 et représenter 40 000 mégawatts de puissance installée dans 42 réacteurs. Au nombre de ceux-ci, les deux EPR de technologie française, en construction à Taishan (Guangdong) en coopération avec Areva et EDF. On envisage à terme de construire 400 réacteurs, conférant à l'énergie nucléaire une part conséquente des capacités chinoises. À terme de 2025, les Chinois ambitionnent de faire baisser la part du charbon à 59% et d'augmenter celle du renouvelable à 13%. La part des hydrocarbures serait toujours de l'ordre de 25%, ce qui posera un sérieux problème de disponibilité sur le marché mondial. Cette donne énergétique présente et future modèle le paysage mondial dans ce secteur, car la Chine ne peut faire aucune impasse sur ses approvisionnements énergétiques ; il en va de ses intérêts vitaux. Mais, il faut le répéter, cela aura des conséquences mondiales sur les coûts, tant financiers qu'environnementaux.

Le phénomène le plus spectaculaire du développement chinois est sans conteste l'urbanisation. Le secteur de la construction réalise à lui seul 50% du PIB chinois et représente la moitié du marché immobilier mondial. En 1978, le taux d'urbanisation de la population chinoise n'était que de 17,9%, ce qui signifiait dans un pays aussi inhospitalier une densité de peuplement dans les campagnes de l'ordre de 400 habitants au km². La seule façon de moderniser la Chine était, d'une part de soulager les campagnes de leur trop-plein de population, d'autre part d'accueillir dans des villes modernes et verticales les centaines de millions de Chinois reconvertis en citoyens dans des emplois secondaires ou tertiaires. Il fallait donc reconstruire et agrandir des villes déjà peuplées mais mal bâties, horizontales

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Parti communiste ; elle n'est que de très loin sensible à ce qu'il se passe dans les profondeurs rurales chinoises ; elle est surtout fermement décidée à ne rien céder de ce qui a fait sa fortune. Et pourtant, avec la masse et la gravité des problèmes qui se profilent à l'horizon de la Chine de 2020, avec les impasses auxquelles conduisent presque mécaniquement les excès du modèle de développement actuel, avec les inégalités sociales qui sont devenues criantes et difficilement supportables, il faudra bien, un jour prochain, que cette « élite » politico-financière considère la situation avec réalisme et fasse preuve de plus de solidarité.

*

La performance chinoise est éblouissante et ne peut que solliciter l'admiration du monde. On la compare souvent à celle des « tigres asiatiques » des années 60 et 70, mais on oublie de rappeler que ceux-ci comprenaient au mieux deux dizaines de millions d'habitants. Ce qu'a fait la Chine est inédit dans l'histoire humaine, au double plan de la vitesse et de la masse. Et ce qu'elle a réalisé pour elle-même, par son effet de taille, a des répercussions encore largement sous-estimées sur toute la surface de la planète. L'émergence de la Chine a tout simplement modifié la donne mondiale et oblige désormais à redistribuer des cartes qui étaient monopolisées par les mêmes depuis deux siècles.

Mais ce qu'on oublie parfois de souligner, c'est que ce bouleversement économique et social affecte d'abord la Chine et les Chinois. Rien de ce qui faisait la Chine des « années Deng » ne subsiste aujourd'hui ; et surtout pas grand-chose de ce qui était la Chine du début de ce millénaire n'a résisté au formidable

mouvement de transformation de l'Empire du Milieu. Si le monde souffre – ou va souffrir – de la plus grande crise qu'ait connue le capitalisme depuis 1929, la Chine craque de toutes parts devant les coups que lui assène la modernité, devant les failles que révèle un système dépassé, devant les excès et les insuffisances auxquels porte un peuple aussi nombreux, aussi affamé de biens et de libertés. De façon paradoxale, on peut dire que plus la Chine avance, se développe et se modernise, plus se posent avec acuité et avec force de nouveaux problèmes, de nouvelles dérives, de nouvelles impasses. Sisyphe serait-il chinois ?

1. Officiellement, le PIB 2010 se monte à 39 798 milliards de yuans (soit 4 489 milliards d'euros). Il faut doubler ce montant pour obtenir la PPA (parité de pouvoir d'achat) qui ressort alors à environ 12 000 milliards de dollars en 2011.

2. Michel Aglietta et Yves Landry, *La Chine vers la superpuissance*, Economica, 2007.

3. Voir Caroline Puel, *op. cit.*

4. Zhao Ziyang, *Mémoires*, Seuil, 2011. À la mort de Zhao en 2005 à Pékin, une trentaine de cassettes enregistrées furent découvertes à son domicile parmi les jouets de ses petits-enfants. Exfiltrées vers Hongkong puis traduites en anglais, elles ont été validées par Bao Tong, un des principaux conseillers de l'ancien Premier ministre. Ce document est essentiel à la compréhension de cette période post-maoïste décisive pour le développement de la Chine actuelle. Il éclaire aussi le mode de fonctionnement du régime au niveau des dirigeants où les rivalités de personnes servent souvent d'alibi aux décisions politiques.

5. La Chine produit annuellement 600 millions de tonnes d'acier, soit six fois plus que le Japon, deuxième producteur mondial.

6. On peut noter à cet égard le succès de l'Audi 6 aux vitres teintées, véhicule favori des apparatchiks ; comme celui des Buick de GM, véhicule mythique qui fut celui du dernier empereur, Pu Yi, de Sun Yat Sen et de Zhou Enlai.

7. D'après le *China Daily*, sur 78 millions de véhicules recensés en

Chine, le nombre de véhicules de fonction serait de 5,2 millions.

8. On trouvera certaines de ces informations dans un article très documenté de Jacques Gravereau, président d'HEC Eurasia Institute, publié par *ChinePlus* N° 19, juin-septembre 2011, p. 18.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

lucratif. Les deux premiers phénomènes sont toujours à l'œuvre et, normalement, le boom immobilier devrait se poursuivre longtemps, au moins dix ans. Seulement voilà ! Les conditions du marché immobilier ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ans, encore moins qu'en 2009. La frénésie qui s'est emparée des promoteurs pour construire à tout va s'est propagée aux responsables administratifs locaux pour spéculer sur les terres et au système bancaire pour prêter sans être trop regardant sur l'utilité des projets et la solvabilité des clients. Depuis vingt ans, les prix de l'immobilier n'ont cessé de grimper, et depuis 2005 ils se sont envolés : 118 m² entre les deuxième et troisième périphériques de Pékin valaient sur plan en juillet 2011 la coquette somme de 6 millions de yuans, soit 50 000 yuans du mètre carré, tarif semblable (en PPA) à ceux qui sont pratiqués dans les capitales européennes ; il faut compter la moitié de cette somme pour se loger dans les capitales provinciales de l'intérieur, mais d'ores et déjà Shanghai, Dalian, Qingdao, Xiamen, pour ne citer que des villes emblématiques, sont devenues « hors de prix ». Pour trop de gens, embarqués dans le gigantesque système de l'immobilier, qui va des matières premières – ciment, cuivre, plomb, acier, verre, aluminium, bois, etc. – à l'électroménager, à l'électronique grand public et à tout ce qui sert à l'aménagement des logements, c'est une poule aux œufs d'or. Aux quatre ou cinq niveaux de la construction, de la promotion, de la vente, de l'équipement, chaque acteur prélève une part substantielle de bénéfices qui, multipliés par l'effet de masse propre au marché chinois, entraînent la constitution rapide de fortunes colossales. Cela explique, comme nous l'avons déjà noté, que la plupart des grandes fortunes chinoises se soient faites dans le secteur de l'immobilier.

Dans ce domaine, pas plus que dans les autres, les arbres ne

parviennent au ciel. La hausse sensible des prix des matières premières, celle vertigineuse des terrains devenus de plus en plus rares et soumis à l'avidité des spéculateurs locaux, les hausses de salaire substantielles consenties aux *mingong* bâtisseurs – les véritables héros de la Chine moderne –, les marges arrière imposantes que s'octroient les promoteurs, tout cela a été la cause de ces augmentations totalement irréalistes des prix de l'immobilier. Si on excepte les 150 millions de Chinois aisés, qui par ailleurs sont déjà logés et ne cherchent plus qu'à spéculer en achetant un deuxième voire un troisième appartement, qui peut acheter aujourd'hui un logement pour plusieurs millions de yuans ? Personne, sauf à s'endetter de façon déraisonnable ! Et ce qu'on voit en parcourant la Chine, du nord au sud et de l'est à l'ouest, ce sont partout des chantiers arrêtés et des grues immobiles. Lorsqu'on pose des questions, personne ne sait pourquoi, ou alors on donne des explications vaseuses : les ouvriers sont en vacances, c'est la semaine en or de la Fête nationale... La réalité est que les chantiers sont ralentis voire stoppés faute d'argent. Et s'il n'y a pas d'argent, c'est qu'il n'y a plus ni acquéreurs ni crédits.

Cette gigantesque panne de l'immobilier chinois est une catastrophe nationale et pourrait entraîner dans sa chute d'autres secteurs d'activité ainsi que les marchés mondiaux des matières premières. L'énorme bulle qui s'est constituée sur tout le territoire, jusque dans les provinces les plus reculées, et qui implique tous les acteurs économiques, ne peut que se dégonfler. Le stock d'invendus fait en effet peser un risque sérieux de faillite d'un système largement fondé sur le crédit : la bulle immobilière s'est naturellement accompagnée d'un surendettement du système, au niveau des acheteurs certes, mais surtout aux niveaux des acteurs provinciaux et locaux. Le nombre d'appartements invendus pour la seule ville de Pékin se

monterait à 120 000 au mois d'octobre 2011 ; plusieurs centaines d'agences immobilières y ont fermé faute de transactions, selon le *Xinjing Bao* (Nouvelles de Pékin). Les promoteurs font flèche de tout bois pour placer leurs appartements ; près de Wenzhou, l'un d'entre eux offre une BMW aux cent cinquante premiers acquéreurs d'un complexe résidentiel. Mais, de façon générale, ils n'ont pas d'autre choix que de baisser les prix ; ceux-ci ont déjà chuté de 15 à 20%, déclenchant la fureur des plus récents acheteurs qui ont payé le prix fort, provoquant l'attentisme de tous les acheteurs potentiels qui espèrent un véritable retournement du marché. Celui-ci aura lieu car, les effets du plan de relance étant épuisés, le secteur immobilier reviendra dans les normes du marché. Entretemps, il faudra solder les comptes et éponger les dettes.

La course en avant du secteur de la construction, en particulier immobilière, a été voulue et organisée à tous les échelons du pouvoir politique. C'était à la fois une question de nécessité sociale et de modernisation des structures d'un pays archaïque, et une question de « face » : chacun, à son niveau territorial, voulait faire mieux que le voisin, battre des records et gagner le maximum d'argent. Des programmes colossaux furent ainsi mis en œuvre, dont personne nulle part n'avait le premier yuan. Sous la pression « amicale » des dirigeants et représentants locaux du Parti, les grandes banques (étatiques et dirigées par d'autres membres du Parti) se sont faites une douce violence en prêtant des sommes astronomiques pour des projets souvent pharaoniques. La province du Hubei a engagé un programme sur cinq ans de 8 000 projets de développement pour la modique somme de 2 000 milliards de dollars. Toutes les grandes métropoles se sont lancées dans la construction de métros et d'infrastructures de prestige ; la ville de Wuhan est endettée à hauteur de 25 milliards de dollars, somme qu'il

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nostalgie. D'autant que la Chine en a le plus grand besoin : dans un pays qui forme 700 000 ingénieurs par an, on estimait en 2007 qu'il n'y avait, dans les entreprises chinoises, que 5 000 cadres de direction compétents, pour la plupart formés à l'étranger. Il faudra sans doute encore toute une génération avant que les universités chinoises « fabriquent » les élites dont la Chine a tant besoin. En attendant, ces élites sont formées à l'étranger, notamment aux États-Unis, avec le danger qui saute aux yeux, celui de l'influence. À travers ses universités, l'Amérique forme les esprits chinois à sa vision du monde, à ses conceptions, à ses méthodes. Rentrées au pays, les « tortues de mer » resteront marquées par la culture américaine (ou européenne) et la confronteront à leur culture chinoise originelle. De cette confrontation naîtra peut-être un enrichissement et un mélange des cultures ; mais le risque de schizophrénie n'est pas exclu. L'enseignement supérieur est un grand défi pour la Chine de demain, qu'elle aurait tout intérêt à relever dès maintenant pour son propre équilibre intellectuel et social. Encore faudrait-il qu'elle le puisse !

La troisième « montagne » à escalader pour moderniser la Chine et lui permettre d'atteindre le bien-être social, clé de la « société harmonieuse », est celle du système de santé. C'est un enjeu crucial aussi bien sur le plan social qu'économique. La situation sanitaire après la révolution culturelle à la fin des années 70 était catastrophique et les moyens squelettiques : la mortalité infantile était importante et l'espérance de vie faible, une bonne partie de la santé publique reposant alors sur les fameux « médecins aux pieds nus » – *chi jiao yi sheng* – expédiés sans aucune formation soigner leurs compatriotes dans les campagnes. En outre, tout le système mutualiste qui avait été mis en place au niveau local ou à celui des districts (nos départements), en étroite corrélation avec les communes

populaires, s'est écroulé avec l'abandon de l'économie collective ; du jour au lendemain des centaines de millions de paysans se sont trouvés privés de soins et de couverture médicale. Une première série de mesures et le retour à une alimentation suffisante et plus équilibrée ont permis de colmater les brèches les plus visibles et de retrouver des indices sanitaires convenables. Entre 1978 et 2003, les charges médicales ont été multipliées par soixante, passant de 11 à 659 milliards de yuans, l'essentiel (55%) de cette très forte augmentation étant laissée à la charge des individus⁹. L'insuffisance du budget de la santé était manifeste, que révéla cruellement l'épidémie de SRAS en 2003, en même temps qu'elle démontrait l'inanité des réformes et le délabrement général du système.

S'avisant enfin de la gravité de la situation, le pouvoir a pris les affaires en main, nommé un spécialiste au ministère de la Santé – Chen Zhu, hépatologue de renommée mondiale et formé en France – et lancé une grande réforme couvrant tout le domaine de la sécurité sociale et de la santé. Le pouvoir s'est enfin rendu compte que, sans garantie ni assurance sociale dans ce domaine vital, jamais le peuple chinois ne pourrait se libérer de la hantise de la maladie ou de la dépendance. Tout le fonctionnement de l'économie de marché est suspendu à la réforme du système de santé, et tant que les Chinois ne se sentiront pas protégés par une « sécurité sociale » qui couvre à la fois l'accident, la maladie et la vieillesse, ils resteront réticents à franchir la porte des magasins et à y dépenser un peu de leur abondante épargne¹⁰. C'est pourquoi la réforme de 2009 a mis la santé au centre de la problématique du développement, avec un certain nombre de mesures en cours de réalisation. En trois ans, les progrès réalisés sont déjà considérables. Concernant l'accès aux soins, 90% de la population a désormais

une couverture médicale avec une base minimale de soins, moyennant cotisation (100 yuans par an) et une soulte de 20% à charge de l'intéressé ; certains soins de prévention et de contrôle sont gratuits comme les vaccinations et le dépistage ; un effort est fait pour rendre les médicaments moins chers dans les hôpitaux. Parallèlement, le plan de 850 milliards de yuans a permis de lancer une rénovation de l'appareil de santé publique avec la construction ou la remise à niveau de 1 877 hôpitaux de districts et de 5 169 centres sanitaires des communes, un investissement de 40 milliards de yuans, partagé à égalité par le budget de l'État et des collectivités locales, plan dont on estime qu'il est réalisé à 45%. Il a également permis, en augmentant à 60% la prise en charge sanitaire par le budget, d'alléger d'autant celle des individus.

L'objectif du ministre pour 2020 est de parvenir à une couverture médicale généralisée comprenant l'assurance maladie, l'accès aux hôpitaux publics et aux médicaments. Mais les obstacles ne manquent pas. Les plus lourds sont liés à la démographie et à sa structure à travers l'échelle des âges : la population chinoise vieillit, avec les maladies et les dépendances que cela suppose, dans un contexte familial très réduit par les conséquences de la politique de l'enfant unique. Ce que la famille assumait depuis toujours – le soutien des personnes âgées et leur « fin de vie » – le système de santé chinois va se trouver très rapidement avoir à le résoudre lui-même pour des centaines de millions de personnes. Une tâche himalayenne ! Des obstacles d'une autre nature, mais aussi tenaces, se posent d'ores et déjà, ce sont ceux de l'économisme et de la qualité des services de soins. En Chine, malgré les efforts consentis à tous les niveaux administratifs, la santé est hors de prix. Le manque de médecins permet à ceux-ci d'exiger des dessous-de-table en espèces de leurs patients, le prix des médicaments dans les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Europe. Bien sûr, la crise est passée par là qui, sans avoir modifié la taille dudit gâteau, en a toutefois redécoupé les parts au profit des émergents et d'abord de la Chine.

Pour certains Chinois, inquiets de l'avenir, c'est la vraie question : comment vont-ils pouvoir gérer le « déclin de l'Occident » tout en pilotant leur propre ascension ? Alors que la même question pour les Occidentaux est de parvenir à contenir la montée de la Chine, non qu'on puisse l'empêcher mais qu'on veuille la maintenir dans certaines limites qui seraient compatibles avec une coexistence pacifique. Le déclin de l'Occident, tout relatif qu'il soit, ne peut en aucun cas signifier une mondialisation asiatique. Ce qui est négociable, c'est une place plus grande faite aux nations émergentes, mais on voit mal les Occidentaux accepter de bon gré d'être supplantés dans un monde qu'ils considèrent, pour des raisons multiples et pas seulement économiques, comme fondé sur leurs valeurs. Le thème du déclin de l'Occident est récurrent dans l'histoire, mais jusqu'à présent c'étaient des Occidentaux qui jouaient à se faire peur. On n'en est plus là : d'autres le pensent pour eux.

Trois autres points ont plus particulièrement irrité les pays développés : la rafle générale sur les matières premières et la hausse de leurs prix qui s'en est ensuivie ; le transfert massif des capacités de production vers les villes asiatiques ; le dumping monétaire et social auquel donnaient lieu les avantages en termes de main-d'œuvre et de monnaie. Les Occidentaux ont eu le sentiment d'être doublement piégés par la Chine : d'abord parce qu'ils étaient prisonniers de leur propre système dans lequel la Chine s'était introduite en force mais légalement ; ensuite parce que la Chine poursuivait ses propres objectifs sans s'intéresser vraiment au sort du système qu'elle contribuait à démolir. Comme le rapport des forces actuel n'a pas encore

basculé du côté chinois et que la Chine connaît non pas les difficultés mais la problématique que nous avons décortiquée au chapitre précédent, le sort et l'avenir du monde ne sont pas encore scellés : cela se décidera dans la prochaine décennie. Mais, à continuer de se méconnaître et à jouer au chat et à la souris – version Deng Xiaoping –, les relations risquent de ne pas s'améliorer et les problèmes de s'amplifier.

Manque d'attirance et relations publiques

Il se pourrait bien que Lin Yutang ait eu raison : « La Chine, on l'aime ou on la hait... » Un peu partout dans le monde, aujourd'hui, la Chine est perçue comme « peu aimable » et donc mal-aimée. Et les Chinois, tellement convaincus d'avoir réalisé une prouesse historique admirable, aimeraient tant qu'on les admire et qu'on les aime ! Comme c'est un peuple qui pense autant avec son cœur qu'avec sa tête, cette désaffection est à leurs yeux à la fois incompréhensible et difficilement acceptable. Et ils se posent – et nous posent – deux questions quasi existentielles : pourquoi ne nous aimez-vous pas ; comment faire pour être aimés ?

Ce sujet est sans doute primordial pour notre avenir commun. Nous sommes tous, Chinois, Européens, Américains, qui représentons les trois groupes d'acteurs majeurs dans le monde des deux prochaines décennies au moins, embarqués sur le même bateau et dans la même aventure. Derrière des raisons de fond accumulées par l'histoire et par des choix idéologiques différents, les perceptions qu'ont les uns des autres sont complexes : il y a toujours une sorte de fascination réciproque mais qui, par son amplification médiatique, joue plus aujourd'hui sur le registre de la crainte que sur celui de

l'attrance. Les opinions publiques, influencées par les médias d'un côté, par la propagande de l'autre, sont pour le moins méfiantes, prêtes à valider les vieux poncifs xénophobes du passé. Si la Chine n'est pas appréciée en Occident à la valeur qu'elle croit mériter, il y a de nombreuses raisons qu'on pourrait qualifier d'objectives et un certain nombre de préjugés qu'une habile politique de relations publiques permettrait de confondre ou de dissoudre progressivement. Mais, n'en doutons pas, il faudra du temps et de la bonne volonté de part et d'autre pour entretenir des relations plus confiantes et apaisées.

Le contentieux historique d'abord. Il n'est pas récent. Déjà Pline l'Ancien, l'encyclopédiste du début de notre ère, s'inquiétait des déséquilibres commerciaux avec le pays des Sères ou « pays des soyeux », nom que les Grecs et les Romains donnaient à la Chine depuis le IV^e siècle avant J.-C. : « Peut-on continuer à acheter aux Sères l'équivalent de cent millions de sesterces chaque année ? »³. Depuis le XI^e siècle avant J.-C., les caravanes venant de Chine par la *Route de la soie* inondaient l'Occident de tissus de soie et plantaient ainsi, il y a plus de trois mille ans, le décor des relations commerciales entre l'Occident et la Chine. Sous la fameuse dynastie des Tang comme au temps de l'Empereur Kiangxi (dynastie des Qing, contemporain de Louis XIV), c'est-à-dire du VI^e au XVII^e siècle, la Chine était le pays le plus moderne et le plus puissant de la planète, produisant la moitié des richesses mondiales. C'est justement cette suprématie, notamment dans le commerce du thé, et l'énorme déficit de la balance commerciale qui s'ensuivait pour les Européens, qui déclencha la colère des Anglais au début du XIX^e siècle. Pékin n'acceptant que le règlement en monnaie d'argent, Londres décida de les payer en opium produit dans leurs colonies asiatiques ; entré en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fonctionnement du marché : concurrence dévoyée entre entreprises chinoises et américaines, piratage de la propriété intellectuelle, notamment pour les logiciels, subventions déguisées, barrières protectionnistes, restrictions aux entrées de capitaux, etc. Tous les ingrédients d'une guerre économique.

Les États-Unis ont d'abord entrepris de réaffirmer leur suprématie dans la zone Pacifique et d'y contrecarrer systématiquement les démonstrations de force chinoises. Cette contre-offensive se concrétise sur un double plan, diplomatique et militaire. Après les coûteux épisodes irakien et afghan, qui avaient nécessité un allègement de leur dispositif militaire dans le Pacifique occidental, les Américains vont reconfigurer leurs forces au niveau mondial et réinvestir la région, « là où se joue le futur, en Asie Pacifique (qui) représente presque la moitié de la population mondiale... et dispose de la plupart des moteurs de l'économie mondiale »⁶. Deux réunions importantes se sont tenues en novembre 2011, l'une avec les pays de l'APEC⁷ à Honolulu, l'autre avec ceux de l'ASEAN à Bali, toutes deux en présence du Président Obama. Les Américains y ont présenté les deux volets de leur réaction, nettement orientée pour faire pièce à l'expansion chinoise dans la zone ; une réaction économique d'abord en proposant aux pays de la région un nouvel accord de libération des échanges ou partenariat trans-pacifique (*TransPacific Partnership* – TPP) qui comprend aussi « des clauses sociales et environnementales très fermes, ainsi que d'autres sur la protection intellectuelle et l'innovation » ; une réaction stratégique ensuite en décidant un renforcement militaire qui devrait se traduire par l'installation de 2 500 Marines dans une base australienne à Darwin, par le renouvellement des accords avec les Philippines, par des facilités portuaires pour les bâtiments de guerre à Singapour et

le resserrement des liens avec les pays de la région.

Ces dernières années, la Chine avait entrepris d'investir systématiquement ce qu'elle considère depuis plus de dix siècles comme son arrière-cour, l'équivalent de l'Amérique centrale pour les États-Unis, une sorte de doctrine de Monroe chinoise. En 2010, elle signait avec les dix pays de l'ASEAN un vaste accord de libre-échange (voir chapitre 1) qui porte déjà ses fruits en 2011 puisque les échanges commerciaux entre les signataires ont dépassé 300 milliards de dollars, faisant du Sud-Est asiatique le troisième partenaire commercial de la Chine, après l'Union européenne et les États-Unis. Mais, non contents de ces performances, les Chinois, aidés en cela par les réseaux d'une diaspora influente, ont fait « main basse » sur les ressources et les matières premières de la région. La machine économique chinoise est prise d'un tel emballement et d'une telle voracité de matières premières qu'elle tend à dévorer tout ce qui l'entoure : l'eau du Brahmapoutre comme celle du Mékong avec des projets de barrages géants, le pétrole *off shore* de la mer de Chine méridionale dans le cadre très élargi de sa politique de sécurité. Les pays du Sud-Est asiatique, soucieux de leur indépendance et inquiets de cette intrusion chinoise, n'ont pas été insensibles aux sollicitations américaines et, pour certains d'entre eux, ont ouvertement fait appel aux États-Unis pour contrebalancer l'offensive chinoise.

Ce retour de l'Amérique en première ligne dans le Sud-Est asiatique va renforcer les Chinois dans l'idée que les Américains poursuivent par tous les moyens leur stratégie de *containment* et qu'ils expriment ainsi leur volonté d'empêcher la Chine d'accéder à la puissance mondiale et à la rivalité avec les États-Unis. Ceux-ci font tout pour bloquer la Chine « *avant qu'il ne soit trop tard* », disent les stratèges du Pentagone, alors que celle-là prend le maximum de gages « *pendant qu'il en est*

encore temps ». Mais aussi vigoureuse et rassurante soit-elle pour les pays du pourtour de l'océan Pacifique, la stratégie américaine est affaiblie par la question monétaire qui l'oppose au gouvernement chinois. Le taux de change du yuan est au cœur des rivalités sino-américaines. Celui-ci est sous-évalué d'au moins 20% et ne permet pas aux entreprises américaines – ni à celles d'autres pays partenaires de la Chine – d'entrer à armes égales en concurrence avec les entreprises chinoises, ni dans leur pays ni ailleurs dans le monde. Il est considéré comme le facteur principal du colossal déficit du commerce extérieur américain de près de 200 milliards de dollars. Certains observateurs le comparent même à « une arme de destruction massive » aux mains d'un État prédateur.

Il faut rappeler que la monnaie chinoise, non convertible, était initialement liée au dollar de Hongkong ; elle s'est trouvée indexée sur le dollar américain avec la rétrocession de ce territoire britannique le 1^{er} juillet 1997. Sur cette base qui donnait alors un taux de 7,50 yuans pour un dollar, le gouvernement chinois a fait évoluer la valeur du yuan en fonction de ses seuls intérêts que sont ses équilibres internes. Cette évolution, très lente, suit de près la conjoncture ; elle s'est affaiblie pendant la crise de 2009 et a repris le chemin de la hausse mais au rythme de 3 à 5% par an⁸. Malgré les pressions extérieures, constantes et fortes du côté américain, les dirigeants chinois sont tentés de résister, d'abord par souci une fois encore de préserver leur souveraineté et de ne pas se faire imposer de l'extérieur leurs règles de fonctionnement ; ensuite par un autre souci, celui de protéger les centaines de milliers d'entreprises chinoises qui travaillent exclusivement pour l'exportation. Celles-ci, qui subissent déjà la hausse du coût du travail et la concurrence de pays sous-développés, emploient des dizaines de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Woods, *La Chinafrique*, Grasset, 2008.

10. Commerce extérieur Chine-Union européenne 2010 : exportations vers la Chine – 113,1 mds d’euros ; importations de Chine – 282 mds d’euros. Source INSEE.

11. Jacques de Boissésou, président de Total Chine et membre de la Chambre de commerce de l’UE en Chine, et André Loesekrug-Pietri, président du fonds d’investissement Capital, « Chine : le moment européen », in *Les Échos*, 8-9 octobre 2010.

12. Joschka Fischer, « Chine : une superpuissance mondiale ? », *Le Figaro*, 12 octobre 2010.

Partie III

Une société déstabilisée

L'unité de la société chinoise est un miracle permanent. Pourtant, en apparence, la plupart des éléments d'appréciation indiquent une communauté forte et stable : en premier lieu un peuplement quasi uniforme où l'ethnie *han* représente 91,5% de la population, la cinquantaine de minorités périphériques demeurant marginales malgré le souci constant du pouvoir de glorifier la « nation pluriethnique » ; en deuxième lieu une unité culturelle et linguistique qui a traversé avec succès les millénaires et qui donne aux Chinois une grande fierté nationale ainsi que le sentiment partagé – et justifié – d'appartenir à une civilisation prestigieuse ; en troisième lieu un régime politique de « centralisme démocratique » animé par un parti unique, le Parti communiste chinois, qui utilise ces facteurs à son profit pour s'imposer comme seul garant de la nation chinoise.

Mais ce ciment unitaire est plus friable que le laisse percevoir un tel bloc ethnique et culturel. Dans la réalité, de nombreuses forces centrifuges agissent en tous sens qui menacent cette belle unité et qui, n'importe où ailleurs qu'en Chine, auraient eu raison depuis longtemps d'un ensemble aussi vaste et complexe. Ces forces relèvent pour une part de la démographie, elles proviennent pour une autre de la modernité, elles résultent enfin des circonstances historiques.

Préoccupation constante du pouvoir chinois, ce dernier

point est le plus souvent invoqué, s'agissant du retour au sein de la seule Chine des territoires volés par les traités inégaux du XIX^e siècle, comme Hongkong et Macao, des territoires encore séparés comme Taiwan, des territoires contestés par certains comme le Tibet. Seule reste à régler la question de Taiwan mais, tout en maintenant une forte pression politique et militaire, les dirigeants chinois sont convaincus que le temps et les forces économiques jouent pour la réunification des deux rives ; il suffit de s'armer de patience et ils parviendront, pensent-ils, à ôter cette épine de leur pied. Cela dit, cette séparation forcée avec l'île « nationaliste » est un puissant argument de propagande qui symbolise la patrie humiliée et invoque l'inéluctable retour au bercail d'une des étoiles jaunes du drapeau rouge.

La démographie, à la fois hypertrophiée et déséquilibrée, pose à la société chinoise un problème infiniment plus sérieux dont le temps ne facilitera pas la solution, s'agissant de la gestion et de la satisfaction d'un si grand nombre d'individus. Outre la question du nombre, inédite dans l'histoire humaine à un tel niveau, la société chinoise a été soumise depuis cinquante ans à des traitements de choc – comme la loi sur le planning familial – dont elle sort profondément désorientée et transformée. Là où les fondements familiaux et les principes moraux garantissaient l'équilibre social d'une population paysanne, un certain nombre de ferments d'émiettement naissent des migrations urbaines massives et des tendances à l'individualisme que provoquent aussi bien la règle de l'enfant unique que l'appel à la modernité.

Le troisième aspect de cette déstabilisation sociale tient à la confrontation brutale entre une tradition rurale et conservatrice jusqu'à l'immobilisme et « l'ouverture vers l'extérieur » dont le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

C'est la conjonction de ces deux phénomènes – enfant unique et urbanisation – guidés par la nécessité, qui tend à transformer le peuple chinois, d'une société collective et paysanne en une nouvelle société, encore informelle, mais dont l'individualisme apparaît comme un facteur déterminant. Encore aujourd'hui les Chinois se défendent de tout « individualisme », tare réservée aux Occidentaux, égoïstes et méprisants à l'égard de l'intérêt général. Ils veulent encore croire à l'entité « Chine », au « peuple chinois » ; ils proclament avec insistance leur humilité, voire leur insignifiance, en tout cas la conscience de leur modestie dans un ensemble aussi contraignant et qui les conditionne. Ils aimeraient bien découvrir la pierre philosophale et atteindre le juste équilibre entre le « tous pour un » et le « un pour tous », ce mirage de tous les systèmes politiques.

L'individualisme a néanmoins fait florès et se retrouve dans tous les domaines. Dans la famille d'abord où l'enfant, source de richesse potentielle, est devenu la cause principale des dépenses effectives. C'est en priorité à son profit que se constitue l'épargne massive des Chinois, estimée à plus de 40% de leurs revenus. N'avoir qu'un enfant entraîne de faire reposer sur ses épaules l'avenir de la famille, de ses parents en premier lieu ; pour leurs vieux jours, pour le prestige et la « face » de la famille, pour lui-même et son bien-être, l'enfant « doit » réussir à tout prix. Dans ses premières années, surtout si c'est un garçon, il est choyé comme un « petit empereur » ; rien ne lui est refusé, vêtements, jeux, nourriture ; on cède à tous ses caprices, et beaucoup parmi les enfants chinois de la jeune génération sont particulièrement obèses, bruyants et mal élevés. Paradoxe dans une société où la discrétion et la politesse étaient considérées comme des qualités premières. L'enfant chinois, souvent élevé et adulé par des grands-parents traumatisés par leur propre jeunesse, découvre qu'il est le centre du monde et se

comporte en petit tyran. Cette quête se poursuit à l'école qui, outre le lieu de l'apprentissage, devient le champ clos de la concurrence ; dans une société aussi nombreuse, ce qui compte désormais c'est d'être le meilleur et de battre les autres. La Chine est devenue un immense parcours d'obstacles, conçu pour les plus forts et les plus riches. Les parents de la classe moyenne dépensent sans compter pour permettre à leur rejeton de passer le cap du *gao kao*¹⁴, puis de tenter sa chance de préférence dans une université étrangère, en espérant qu'après tous ces sacrifices, « il » parviendra à avoir un bon emploi, c'est-à-dire précisément à gagner le plus d'argent possible. Quant aux parents de la bourgeoisie, ils ne jurent que par les écoles privées et les universités américaines. Pour prendre un raccourci vérifié dans la Chine d'aujourd'hui, l'individualisme est le fruit direct de l'enfant unique, et le socialisme, au moins pour cette raison, une fiction qui le renvoie à d'autres temps.

En réalité, habitués à vivre en collectivité et toujours immergés dans la foule, les Chinois avaient pris l'habitude de refouler leur individualisme. En public, ils critiquaient celui des Occidentaux ; dans leur for intérieur, ils les jalousaient secrètement d'exister par eux-mêmes et de construire leur propre finalité. Ils se précipitent aujourd'hui d'autant plus vite et plus volontiers vers toutes les formes d'individualisme – l'automobile en particulier, la propriété en général – qu'ils en ont été privés depuis la nuit des temps. Mais ce qu'on peut craindre de ce néo-individualisme, c'est qu'il exprime le seul souci de soi et exclue justement toute forme de solidarité.

Sous les effets conjugués de deux mesures nécessaires, toutes deux dictées par la surpopulation qui asphyxiait les campagnes, et qui a consisté dans le transfert massif de familles éclatées vers les centres urbains, la société chinoise a connu une

nouvelle et profonde révolution dont personne ne sait très bien ce qu'il en résultera. Certains pensent que cet émiettement dans les villes brisera l'ancienne emprise familiale, origine du conservatisme chinois, et que le Parti communiste en bénéficiera ; il se veut en effet comme une structure d'accueil, à même de remplacer la famille et de mettre en œuvre une solidarité qu'elle ne parvenait plus à assurer. D'autres disent que la destruction de la famille traditionnelle annonce la fin de la société chinoise, et que tout est à reconstruire sur des bases et des valeurs qui restent à élaborer.

L'effondrement des valeurs traditionnelles

L'individualisme est très probablement la cause de tous les maux, actuels et à venir, de la société chinoise. C'est vraiment le lieu central des paradoxes d'un peuple qui en compte beaucoup. Tout dans la culture chinoise, l'ancienne comme la « rouge », exaltait la solidarité, complément moral de l'unité. Non par vertu, mais par nécessité ; la liberté lui était jugée, sinon inférieure, du moins seconde. La Chine était collectiviste parce qu'elle était agricole et nombreuse ; la Chine peut-elle se perpétuer en l'état en devenant urbaine et individualiste, mais toujours aussi nombreuse ? Aucun État, aucune société au monde, n'ont encore fait l'expérience de la confrontation redoutable entre le grand nombre et l'individualisme.

Pour l'instant, en tout cas, le pari est loin d'être gagné. La Chine avait réussi dans sa longue histoire à équilibrer son matérialisme traditionnel avec les valeurs morales. Le mot d'ordre de Deng Xiaoping, prononcé il y a vingt ans – « Enrichissez-vous ! » – a certes libéré les énergies mais en même temps il a relâché tous les freins d'une société bloquée

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

À commencer par la théorie taoïste du *yin* et du *yang*, couple complémentaire de l'énergie universelle et clef de compréhension de la pensée chinoise. C'est en effet de là que tout découle : d'une part l'explication du monde par la dualité omniprésente et permanente des contraires ; d'autre part la différence fondamentale entre la civilisation occidentale et la culture chinoise. On en trouve la source et l'illustration dans le *Yijing* – le *Livre des Changements* -, bible de la culture et « classique des classiques » de la pensée chinoise. Ce livre, parfaitement hermétique par ailleurs, qu'on pourrait également appeler le *Livre de l'Harmonie*, a pour objet de rééquilibrer les tendances entre les forces, de présenter des compromis et des alternatives. Il apparaît surtout comme une tentative de valoriser le *yin* dans un monde où le *yang* est naturellement favorisé.

Le *yang*, c'est la face lumineuse, ensoleillée, active, virile, des hommes et des choses. Le *yin* en est le côté obscur, lunaire, passif, féminin. L'un symbolise le feu, l'autre l'eau. L'un représente le côté abrupt de la montagne, sa face nord ; l'autre insinue une pente plus douce, arborée, cultivée, sa face sud. Sur le plan sociologique, le *yin* est la caractéristique des sociétés sédentaires, liées à la terre et à l'eau, soumises à la nature et aux cycles lunaires ; le *yang* est celle des peuples du « soleil », nomades, navigateurs, conquérants, aventuriers et innovateurs. Pour le dire brutalement, la civilisation occidentale est indiscutablement *yang* ; la Bible, la mythologie grecque, toutes les sources de l'inspiration de l'Occident puisent leur énergie dans la puissance du *yang*. La Chine est, comme toutes les sociétés humaines, tendanciuellement *yang*, mais elle s'est fabriquée une identité culturelle *yin*. C'est-à-dire qu'elle récuse le principe de non-contradiction, cher à Aristote, pour admettre qu'une chose et son contraire sont non seulement possibles mais constituent le « tout » et sont la clef de compréhension du

monde : le jour complète la nuit comme le masculin le féminin, le faux justifie le vrai, le vide le plein, le désordre l'ordre, etc. La pensée chinoise, loin d'être linéaire, apparaît comme une démarche en boucle, admettant d'abord que les contraires, donc les extrêmes, également acceptables et conciliables, se rejoignent nécessairement ; recherchant ensuite en permanence à se recentrer, faisant valoir un point moyen, compromis entre ces extrêmes, cette quête d'harmonie qui est le leitmotiv des dirigeants chinois.

Cette insertion du *yin* dans la culture chinoise en fait un pays différent et difficilement compatible avec les autres dans la vie internationale, ses critères de choix échappant à la compréhension générale ; elle en fait aussi un pays à double visage, pour ne pas parler de duplicité, terme qui pourrait comporter une connotation négative. Mais il y a bien dans la société chinoise une dualité entre la nature et la culture – entre le *yang* et le *yin* – qui, si elle donne l'apparence du compromis et de la simplicité, masque en fait de profondes divergences et cultive une certaine schizophrénie. Cette détermination au mélange des genres se traduit dans un certain nombre de notions qui fondent la pensée chinoise et dont nous ne retiendrons ici que les plus éclairantes pour notre sujet : celle de « milieu » ou de centre, celle de « face » ou de masque, celle enfin de « nationalisme » ou d'amour du pays.

« Zhong » ou la notion de milieu

L'appellation dont nous gratifions la Chine ne procède ni d'une appartenance ethnique – on devrait alors l'appeler le pays des Han, Hanie ou Hanland – ni d'une logique géographique ; ce pays porte le nom de la dynastie éphémère des Qin, celle du

grand empereur Qin Shi Huangdi, fondateur de la nation chinoise, constructeur de la Grande Muraille. Les Romains l'appelaient le « pays des soyeux », les Sères, et sur les cartes anciennes on trouve le nom de Cathay. Pour les Chinois, leur pays n'a pas de nom propre : il s'appelle tout simplement « *zhong guo* », ce qui signifie le « pays du centre », en d'autres termes le pays en soi, « le » pays. Isolés, sédentaires, autosuffisants, les habitants de l'est asiatique n'éprouvaient pas le besoin de distinguer leur pays des autres qu'ils ignoraient. Pour expliquer le choix de ce « *zhong* », il faut savoir que, dans la culture chinoise, il y a cinq points cardinaux : les quatre que nous connaissons et le « centre ». C'est à partir de celui-ci que se définissent les quatre autres et il paraît donc logique que les habitants désignent les autres à partir d'eux-mêmes, d'où l'appellation de « *zhong guo* » pour leur pays. Celle-ci ne signifie nullement que les Chinois se prennent pour le nombril du monde ou pour un peuple supérieur, mais qu'ils se nomment à partir de leur centre de vie. Dans la désignation des lieux et des choses par la langue chinoise, l'orientation joue un rôle important : ainsi *Beijing* est la « capitale du nord » comme *Nanjing* fut celle du sud, *bei* et *nan* se traduisant par nord et sud ; ainsi « *dongxi* » qu'on traduit par le mot « objet » est l'accolade de *dong* et *xi* qui signifient est et ouest, l'objet par excellence étant sans doute la conjonction de ce qui provient de l'ouest (le sel) et de l'est (les céréales) pour constituer la nourriture, objet principal de la vie.

Le « *zhong* » a une importance primordiale dans la pensée chinoise. Il est d'abord la référence comme nous l'avons vu pour la désignation du pays ; il est ensuite fondateur de cette recherche permanente, dans un pays si vaste, si divers, si peuplé, d'un lieu central, d'un « milieu » qui donne son sens à l'ensemble. Le « *zhong* » participe de la théorie du *yin* et du

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ont fait plus pour normaliser la société chinoise que toutes les campagnes idéologiques ou médiatiques. Ensuite elle les a conduits à se renseigner, à ne plus se satisfaire de la doctrine ou des affirmations officielles, à comparer, à chercher à comprendre ; même si les moteurs de recherche sont surveillés (comme Google) ou contrôlés (comme Baidu), le droit à l'information s'est imposé sur lequel il sera également difficile de revenir. Enfin et non le moindre des effets de l'Internet, celui-ci a autorisé ce qui était interdit ou impraticable : la création de réseaux sociaux, la naissance d'une opinion publique, l'esquisse d'une société civile.

C'est sur ce dernier créneau que commence à se manifester une contre-culture chinoise vivace et délibérément décalée qui inquiète à juste titre le pouvoir chinois, moins pour ce qu'elle représente de contestation potentielle que parce qu'elle échappe presque totalement au carcan du système. Au début des années 2000, alors qu'Internet était balbutiant et réservé à une frange de la population, le pouvoir chinois n'avait pas grand-chose à craindre d'un phénomène qui touchait des élites endoctrinées et, croyait-il, acquises à sa cause. Mais, au contact de l'Occident et avec la pratique usuelle de la mondialisation, les classes moyennes chinoises ont beaucoup évolué ; elles ont été depuis rejointes par une nouvelle couche de la population, plus jeune et plus soucieuse de changements. C'est ainsi que l'Internet chinois est devenu plutôt critique et parfois contestataire. Il ne s'agit pas nécessairement d'un phénomène politique, dont il semble bien que la plupart des Chinois se désintéressent, mais de ce que Yu Hua appelle la dérision, une dénonciation de tout et, surtout, des artifices, de la vacuité, de l'immoralisme d'une société strictement matérialiste et sans âme.

Il convient sur ce dernier thème de revenir au drame de Wenzhou, l'accident de TGV qui a fait la « une » des journaux

et d'Internet au mois de juillet 2011. Près de cette ville industrielle du Zhejiang, connue pour ses dizaines de milliers d'ateliers soumis aux fluctuations de l'exportation et pour ses nombreux émigrés en France, le samedi 23 juillet vers 20h30, le TGV D301 venant du sud a heurté le train rapide D3115 alors à l'arrêt sur un viaduc en raison d'un coup de foudre. Les trois premiers wagons sont montés sur la voiture arrière du train arrêté avant de basculer et de s'écraser au sol alors qu'un quatrième restait suspendu dans le vide. Cet accident a fait officiellement 40 morts et 192 blessés sur les quelque 1800 passagers des deux convois. Si ce bilan paraît contestable, ce n'est pas sur ce sujet qu'une partie des médias – télévision et presse d'État notamment – ainsi qu'un grand nombre d'internautes se sont enflammés. C'est l'attitude des autorités qui a exaspéré l'opinion : le communiqué laconique par lequel elles indiquaient le bilan et les causes de l'accident démontrait, avec la précipitation à dégager les voies et à ensevelir les voitures écrasées au sol, qu'aucune opération prolongée de sauvetage n'avait été entreprise et qu'aucune enquête sérieuse n'avait été conduite. En outre, par une circulaire destinée aux médias locaux, ceux-ci étaient invités à s'en tenir aux termes du communiqué et à ne pas chercher à en savoir plus. Un véritable acte de censure sur un dysfonctionnement majeur dans le domaine sensible des chemins de fer à grande vitesse – le « *gao tie* » -, orgueil de la technologie chinoise, mais aussi sur un accident grave dans le secteur familial des transports publics, qui a suscité une émotion considérable. Cet accident a déclenché une vague d'indignation et de protestations sans équivalent dans l'histoire récente de la Chine ; l'opinion générale considérait d'abord qu'on lui mentait, ensuite qu'on se moquait du peuple, enfin que, dans sa course à la modernité, la Chine allait trop vite, commettait des erreurs et mettait en danger

sa population. Trois jours après l'accident, on trouvait ce poème magnifique et émouvant sur Internet, d'un certain Tong Dahuan :

« Chine, arrête d'avancer trop vite, s'il te plaît. Attends ton peuple. Attends ton âme. Attends ta moralité. Attends ta conscience. Ne laisse pas les trains dérailler. Ne laisse pas les ponts s'effondrer. Ne laisse pas les routes se transformer en pièges. Ne laisse pas les maisons devenir dangereuses. Ralentis. Donne à toute vie la liberté et le respect. Que le temps ne laisse personne derrière et que tout le monde arrive sain et sauf ».

Dans ce pays immense et grouillant de vie, les accidents et les faits divers sont inévitablement nombreux. En 2010 il y aurait eu 94 000 manifestations « populaires », nombre certes important mais qu'il faut relativiser en raison de la démographie d'une part, mais aussi des énormes tensions qui traversent une société fortement déstabilisée et dont les nerfs sont à fleur de peau. Faute des mécanismes d'une société civile, comme les syndicats par exemple, il n'y a guère qu'Internet qui puisse servir d'exutoire pour réguler ces tensions. La presse, en progrès constants vers une plus grande ouverture éditoriale, est encore loin de pouvoir exercer cette fonction pourtant indispensable. Ce que l'on peut craindre, dans un pays devenu sceptique et méfiant, mais resté craintif et attentif aux évolutions positives, c'est que des gouttes d'eau successives fassent déborder la coupe de la patience et le vase de la résignation. Mais cette échéance ne paraît pas proche, tant les Chinois dans leur ensemble sont encore imprégnés de fatalisme et pétris des certitudes dont on les a abreuvés.

En attendant, le pouvoir surveille Internet de très près, 30 000 contrôleurs étant affectés à sa police ; il envisage de le siniser par l'adoption de noms de domaines en caractères chinois, ce qui nationaliserait en quelque sorte la toile, une révolution à l'envers. Mais l'addiction au Net des Chinois,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

population, y compris parmi les élites dirigeantes.

Cela prouve que les Chinois, dont les besoins de spiritualité ne sont pas moindres que ceux d'autres humains, jugent que leur système religieux officiel est insuffisant à y répondre. Face au matérialisme, au règne de l'argent et à la perte des valeurs, qui font douter d'elle-même la société chinoise, la seule religion de la Chine, sans qu'elle soit pour autant remise en cause, ne suffit plus. La déstabilisation de la société est telle, en même temps que la vacuité du conformisme ambiant, qu'on peut se poser la question de savoir si le retour aux morales traditionnelles et à l'ancienne religion chinoise ne permettrait pas de retrouver ces fameux équilibres sans lesquels les Chinois se sentent désemparés. Le pouvoir maoïste avait voulu abattre Confucius, responsable d'avoir conforté le pouvoir féodal et d'avoir maintenu la Chine dans l'immobilisme. Il n'y est pas parvenu car le confucianisme participe de la « religion de la Chine » et qu'il en est indissociable, à telle enseigne que les experts de l'École du Parti, le temple de la pensée officielle, planchent depuis plusieurs années pour tenter de réconcilier Marx et Confucius. Qu'on l'appelle « religion de la Chine » ou qu'on revienne à une religion chinoise, modèle ancien régime – sans que cela enlève rien aux choix religieux individuels –, elle devrait rester, dans la période tourmentée qui s'annonce sur le plan social, l'épine dorsale de la société chinoise. Elle fera, mieux que ne le fera jamais le Parti communiste, la relation indispensable entre le peuple et son organisation sociale, et le pouvoir politique. Elle présente l'avantage d'une longue familiarité, de la parfaite connaissance de ses limites, de ses codes et de ses rites, et peut-être aussi la faculté de pouvoir réconcilier les deux Chines, celle de la tradition et celle de la modernité.

Le carcan du régime politique

Les Occidentaux ont quelques difficultés à comprendre comment un régime communiste, considéré généralement comme le comble de l'archaïsme, est parvenu en trente ans à hisser la Chine de l'état de sous-développement à celui de seconde puissance économique mondiale et concurrente des États-Unis. En réalité, par méconnaissance de la Chine, ils surinterprètent l'appellation communiste et négligent la caractéristique chinoise du système : le PCC est avant tout le Parti « chinois », il est ensuite un parti communiste par son origine et socialiste par sa finalité. Aux yeux des Chinois, et principalement de ses membres, le PCC est légitime à deux titres : celui d'avoir sorti la Chine du féodalisme et du désordre, celui d'avoir entrepris sa modernisation et réussi son émergence. Après avoir fondé la Chine nouvelle en 1949, il a créé la Chine moderne à partir de 1978. Et les Chinois, qui connaissent leur histoire ancienne, lui sont reconnaissants de leur avoir rendu leur place et leur fierté.

Depuis soixante-trois ans, le Parti règne sans partage sur la Chine. À la fiction près d'une demi-douzaine de partis de convenance, il se comporte comme un parti unique et monopolise tous les leviers du pouvoir, du haut en bas de la société. En ce sens, il est semblable au système impérial qui structurait la Chine jusqu'au début du XX^e siècle. Le PCC est l'armature de la Chine, mais c'est un parti élitiste qui ne compte « que » 80 millions de membres, soit un peu plus de 6% de la population, répartis en trois tranches d'âge : un quart de plus de 60 ans, un autre quart de moins de 35 ans, la moitié entre 35 et 60 ans. Le cœur du Parti se trouve au Comité Central dont les membres sont sélectionnés parmi les personnes les plus méritantes, en réalité cooptées, puis élues par le Congrès. Le

Comité Central dispose d'un appareil politique⁸ d'analyse de situation et de préparation des décisions qui double le Conseil des Affaires d'État – le gouvernement -, celui-ci étant chargé, comme son nom l'indique, de mettre en œuvre et de conduire la politique. Le Comité Central (204 membres et 167 suppléants) est l'instance dirigeante dont est issu le Bureau Politique (25 membres), lequel désigne en son sein un Comité Permanent de neuf personnalités qui exercent la réalité du pouvoir. Tous les cinq ans, à l'occasion du Congrès du PCC qui réunit quelque 3 000 délégués, le personnel politique est renouvelé, soit parce qu'il a atteint la limite d'âge fixée à 68 ans, soit pour des raisons plus politiques ; c'est alors qu'on peut mesurer les rapports de forces entre les courants, l'influence des clans et des réseaux. Dans l'intervalle se réunissent des « plenums » du Comité Central sur des sujets de circonstance, comme la « stratégie d'influence » en novembre 2011, ou pour la mise au point des plans quinquennaux ; le XII^e plan est en vigueur pour la période 2011-2015.

Le XVIII^e Congrès du PCC doit se réunir en octobre 2012, dont sortiront un Comité Central (CC) et surtout un Bureau Politique (BP) très largement renouvelés. Il faut se rappeler qu'en 2002, lors du XVI^e Congrès, avec l'accession au pouvoir de la « quatrième génération », on assista à un grand coup de balai dans les instances politiques, dans l'administration centrale et dans les provinces⁹. Au Comité Permanent du BP, sept des neuf « empereurs » devront quitter leur charge fin 2012, dont le Président Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao. Leurs probables successeurs, Xi Jinping pour la présidence de l'État et Li Keqiang comme chef du gouvernement, seront les seuls rescapés du Comité Permanent actuel. Toutes les conjectures sont évoquées pour les sept autres membres, car le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Une « autre » problématique
Une équation chinoise

PARTIE I

LA PUISSANCE CHINOISE, FANTASMES ET RÉALITÉS

CHAPITRE 1 – L'OBSESSION DE LA SÉCURITÉ

Une puissance « globale » de fait...
... mais une puissance aux caractéristiques « chinoises »
L'encerclement américain
Un périmètre historique de sécurité
Une forte odeur de pétrole
Assurer la tranquillité en Asie centrale
Renforcer la chaîne des tigres asiatiques

CHAPITRE 2 – LES INSTRUMENTS DE LA PUISSANCE

Créer un réseau d'alliances
Les ambiguïtés de la diplomatie
Un système de défense en voie de modernisation
Les deux piliers de la souveraineté.

CHAPITRE 3 – LA STRATÉGIE CHINOISE

L'équation stratégique
Le « *wuwei* » ou la stratégie de la « non-action »

La pratique du *soft power* à la chinoise
Xinhua et le levier de l'influence culturelle
La guerre hors limites et le cyberspace
La « menace » chinoise

PARTIE II

UNE ÉMERGENCE PROBLÉMATIQUE

CHAPITRE 4 – VERS LES QUARANTE GLORIEUSES

La politique de réforme et d'ouverture
Le grand bond en avant
Grandes réussites et grands dangers
Les voies de la modernité

CHAPITRE 5 – L'ESSENTIEL RESTE À FAIRE

Un développement déséquilibré
Surcapacités et bulle immobilière
Les vrais cancers : les inégalités et la corruption
Les « trois montagnes » – « *san da shan* »
Vers un nouveau modèle de croissance

CHAPITRE 6 – LE GRAND MALENTENDU

La fin des illusions
Manque d'attrance et relations publiques
La Chine et le monde extérieur
Le choc des Titans : Chine *versus* États-Unis
L'assaut du continent africain
L'énigme européenne

PARTIE III

UNE SOCIÉTÉ DÉSTABILISÉE

CHAPITRE 7 – DU COLLECTIVISME À L'INDIVIDUALISME

- Les effets pervers de la maîtrise démographique
- La société malade de la ville
- L'explosion de l'individualisme
- L'effondrement des valeurs traditionnelles

CHAPITRE 8 – LA CULTURE CHINOISE EN QUESTION

- Le principe de contradiction
- « *Zhong* » ou la notion de milieu
- La société du masque
- La perversion de l'influence occidentale

CHAPITRE 9 – RELIGION ET POLITIQUE

- « *Ai guo* » ou la religion de la Chine
- Le carcan du régime politique

CONCLUSION

- La croisée des chemins
- Le sort de la mondialisation

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

REMERCIEMENTS

Achévé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 114150 - Dépôt légal : décembre 2014 - *Imprimé en France*